

Doctorant.e financé.e par une Allocation doctorale de recherche (IRGA)

Identification du poste :

Fonctions	Doctorant ou Doctorante en droit public
Emploi type (<i>se référer à REFERENS III</i>)	
Catégorie	
Corps	
Quotité	1

Affectation (lieu de travail) : Centre de recherches juridiques (CRJ) & PACTE (équipe ODENORE)

Contexte et environnement de travail

Description de la structure (*en quelques lignes, précisez la mission du service, l'effectif, la place du poste au sein du service/de la structure + ajouter lien du site web*)

Dans le cadre des Initiatives de Recherche à Grenoble Alpes (IRGA), l'Allocation doctorale de recherche (ADR) vise à financer une thèse de droit public ou de sociologie afin d'effectuer une étude transdisciplinaire, croisant les analyses juridiques et sociologiques, sur le non-recours aux droits sociaux (ENORDOS). Il vise à créer une dynamique collective nouvelle entre un laboratoire juridique (CRJ) et un laboratoire de sciences sociales (PACTE). Le non-recours aux droits constitue de longue date un axe fort de recherche de l'Université grâce à l'ODENORE.

Ces équipes sont déjà associées actuellement dans le cadre d'un financement obtenu sur un appel à projet du Défenseur des droits sur l'étude de la « particulière vulnérabilité résultant de la situation économique » (« éclairages sociologiques en vue d'une meilleure appréhension par le droit antidiscriminatoire » - projet ESADA).

La recherche doctorale financée par ce projet viserait à investir juridiquement la question du non-recours aux droits sociaux. En effet, si le non-recours est un objet d'étude, qui d'un point de vue scientifique, est déjà bien balisé dans les domaines sociopolitiques et dans une moindre mesure, économique, force est de constater le manque d'intérêt dont les juristes ont jusqu'ici, très largement, fait preuve à son égard.

Il s'agirait d'adopter un point de vue externe modéré sur le droit, de manière à ouvrir la compréhension du phénomène juridique aux données produites par les études sociopolitiques du non-recours aux droits sociaux.

Concrètement, il s'agirait d'expérimenter l'inclusion des données produites par les études sociopolitiques du non-recours à plusieurs prestations sociales, dans le champ de l'analyse juridique des dispositifs qui consacrent et encadrent ces prestations.

Dès lors, sans remettre en cause la frontière entre le droit et non-droit, il s'agirait de théoriser et d'appliquer une nouvelle manière d'appréhender juridiquement les droits sociaux, avec l'idée que cette approche pourrait in fine, en croisant les données produites par les disciplines juridiques et sociales, enrichir la théorie des droits sociaux fondamentaux.

L'ambition de la recherche doctorale serait d'une part de questionner la faisabilité et la pertinence de cette démarche, et d'autre part, de dégager des orientations normatives de nature à participer à la réduction du phénomène de non-recours.

Description de l'équipe (N+1 et collègues) : *Sous l'autorité de Equipe composée de X agents (X A, X B, X C...)*

Le doctorant ou la doctorante effectuera une thèse de droit public, sous la co-direction de Serge SLAMA, professeur de droit public (CRJ), et Laurence DUMOULIN, chargée de recherche au CNRS (Pacte). Il sera accueilli à la fois au sein du CRJ (Centre de recherches juridiques) au sein de la faculté de droit et du laboratoire de sciences sociales, PACTE au sein de l'équipe ODENORE (Observatoire des non-recours aux droits et services).

L'équipe est composée également d'Hélène REVIL (ODENORE) et Julie ARROYO (CRJ)

Missions du poste et activités principales :

***IMPORTANT :** sans ces items renseignés dans leur totalité le contrat projet ne peut être établi.

A COMPLETER DE MANIERE SYNTHETIQUE

Libellé précis du projet : - Etude du NON-Recours aux Droits Sociaux (ENORDOS)

Description synthétique et date de fin prévisionnelle du projet (10 lignes max) : -----

Ce projet vise à réaliser une étude transdisciplinaire, croisant les analyses juridiques et sociologiques, sur le non-recours aux droits sociaux (ENORDOS). Il s'agit de créer une dynamique collective nouvelle entre un laboratoire juridique (CRJ) et un laboratoire de sciences sociales (PACTE). Le non-recours aux droits constitue de longue date un axe fort de recherche de l'Université grâce à l'ODENORE

Missions / fonctions assurées : Thèse de droit public sous la co-direction de Serge SLAMA (professeur de droit public, CRJ) et Laurence DUMOULIN (chargée de recherche CNRS, Pacte)

Activités principales (dans l'ordre d'importance ou de quotité 10 lignes max) : - La recherche doctorale viserait à investir juridiquement la question du non-recours aux droits sociaux. En effet, si le non-recours est un objet d'étude, qui d'un point de vue scientifique, est déjà bien balisé dans les domaines sociopolitiques et dans une moindre mesure, économique, force est de constater le manque d'intérêt dont les juristes ont jusqu'ici, très largement, fait preuve à son égard.

Evènement - Résultat(s) objectif(s) fixant la fin de la mission de l'agent :

3 années d'ADR, complétées éventuellement par un ATERAT une ou deux années supplémentaires

Modalités d'évaluation et de contrôle de l'atteinte des résultat(s) :

Soutenance de thèse

Restriction ou contraintes liées au poste : *environnement de travail, horaires, astreintes ou déplacements particuliers*

Aucune

Profil recherché : Titulaire d'un master 2 juridique avec une sensibilité aux aspects sociologiques

Compétences attendues prioritaires :

Dynamisme

- **Compétences métier/savoir-faire** (*compétences techniques/opérationnelles, relationnelles, managériales*)

Une première expérience de la recherche académique serait appréciée

- **Savoir être** (*qualités professionnelles, aptitudes, attitudes/comportements attendus*)

Mission d'encadrement (hiérarchique ou fonctionnel) : oui Non

Nombre d'agent.s encadré.s par catégorie : A, B, C

Expérience professionnelle souhaitée : débutant de 2 à 5 ans

Formation, diplôme, expérience souhaitée :

Une expérience de recherche serait appréciée.

Master 2 juridique, en sciences politiques ou sociologique

Informations générales

Contact pour les questions relatives aux fonctions :

Prénom, NOM, Fonction : **SLAMA Serge, professeur de droit public ; ARROYO Julie, Maître de conférences en droit public**

Mail : serge.slama@univ-grenoble-alpes.fr

julie.arroyo@univ-grenoble-alpes.fr